



CONCILIER COMPÉTITION, COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ

APPROFONDIR LE MARCHÉ UNIQUE

PARACHEVER L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

RENFORCER L'EUROPE SOCIALE

ADAPTER LE BUDGET EUROPÉEN

PROMOUVOIR LA COHÉSION ET LA POLITIQUE RÉGIONALE

SOUTENIR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

CRÉER UNE VÉRITABLE « UNION DE L'ÉNERGIE »



Approfondir le marché unique

Le marché unique, pierre d'angle du projet européen et de l'héritage de Jacques Delors, est au cœur de nos travaux. Sur ce thème, ils portent sur ce qu'il reste à accomplir pour adapter le marché unique aux réalités du ^{xxi}^e siècle, sur l'importance du marché unique en tant que source endogène de croissance et de création d'emplois de l'UE, mais aussi sur le besoin de garder un équilibre entre libéralisation économique et protection des droits et standards sociaux. Ils ont aussi une dimension sectorielle, notamment centrée sur le marché intérieur de l'énergie et le marché unique numérique.

▲ Michel Barnier et Jacques Delors lors de la conférence « 20 ans après : quels enjeux pour le marché unique ? », co-organisée en partenariat avec la Représentation en France de la Commission européenne et le Ministère du Redressement Productif, Paris, 6 novembre 2012.

PUBLICATIONS

UN MARCHÉ UNIQUE APPROFONDI POUR LE TRAVAIL ET L'INNOVATION NUMÉRIQUE

Policy paper par
Paul-Jasper Dittrich, 13 mai 2016

CROISSANCE ET STABILITÉ DE LA ZONE EURO : POUR UN MARCHÉ INTÉRIEUR DES SERVICES APPROFONDI

Policy paper par Anna auf dem Brinke,
Katharina Gnath et Jörg Haas,
26 juin 2015

MARCHÉ UNIQUE ET POLITIQUE DE COHÉSION : UN TANDEM MALMENÉ PAR LA CRISE ET LA GLOBALISATION

Policy paper par Marjorie Joven,
28 avril 2014

MARCHÉ UNIQUE : ENJEUX INDUSTRIELS ET POLITIQUES

Tribune par Riccardo Perissich,
29 novembre 2012

LE MARCHÉ UNIQUE, PIERRE D'ANGLE DE L'UE

Tribune par Jacques Delors,
21 novembre 2012

UN MARCHÉ UNIQUE POUR LES INDUSTRIES DE RÉSEAUX ?

Étude par Giacomo Luchetta
et Jacques Pelkmans, préface de
Jonathan Faull, 22 février 2013

SERVICES PUBLICS ET CONCURRENCE EUROPÉENNE : CONTRADICTION OU CONCILIATION ?

Policy paper par Pierre Lepetit,
8 janvier 2013

MARCHÉ UNIQUE : DE NOUVELLES RÈGLES SONT NÉCESSAIRES

Synthèse du Comité européen d'orientation
2012 par Kristina Maslauskaite,
20 décembre 2012

POUR UNE NOUVELLE RELANCE DU MARCHÉ UNIQUE

Tribune par Jacques Delors, 15 octobre 2012

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES TRANSEUROPEENNES : PASSÉ, PRÉSENT ET PERSPECTIVES

Policy paper par
Christian von Hirschhausen,
7 novembre 2011

LA DIRECTIVE SERVICES : CAS D'ÉCOLE SUR LA POLITISATION DE L'UNION

Bref par Francesco Marchi,
4 octobre 2006

L'INVESTISSEMENT DIRECT VERS LES NOUVEAUX ADHÉRENTS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Étude par Bérénice Picciotto,
30 avril 2003



ÉVÉNEMENTS

LE MARCHÉ UNIQUE 20 ANS APRÈS : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Conférence organisée en partenariat
avec la Maison de l'Europe de
Paris, Paris, 11 décembre 2013

COMPÉTITION – COOPÉRATION – SOLIDARITÉ : RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE L'UE

Conférence, Bruxelles, 16 octobre 2012

LES 20 ANS DU MARCHÉ UNIQUE : FAUT-IL CRAINdre LE DUMPING FISCAL ET SOCIAL ?

Dialogue citoyen organisé en partenariat
avec le Club Europe Sud Rhône-
Alpes, Valence, 15 novembre 2012

LES ARRÊTS VIKING-LAVAL-RÜFFERT – LIBERTÉS ÉCONOMIQUES VS DROITS SOCIAUX FONDAMENTAUX : OÙ SE SITUE L'ÉQUILIBRE ?

Débat en ligne organisé en partenariat
avec l'Institut syndical européen
en présence de plusieurs experts,
décembre 2007-juin 2008



MÉDIAS

LA DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Article de Sofia Fernandes dans *La Croix*,
4 juillet 2016

LE COÛT DU TRAVAIL RÉEL N'EST PLUS BON MARCHÉ EN EUROPE DE L'EST

Interview de Kristina Maslauskaite
dans *La Croix*, 7 juin 2013

LE MARCHÉ UNIQUE, PIERRE D'ANGLE DE L'UE

par Jacques Delors, président fondateur de l'Institut Jacques Delors

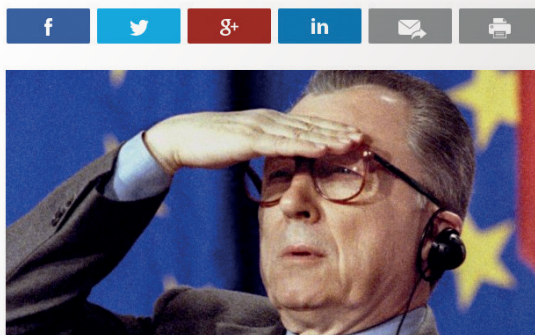
Le marché unique est la pierre d'angle de la construction européenne. Il a permis de créer un espace de liberté, de sécurité et de justice pour les citoyens de l'Union européenne. C'est un projet ambitieux qui a été mené à bien grâce à la coopération et à la solidarité des États membres. Le marché unique est aujourd'hui une réalité qui a permis de créer un espace de liberté, de sécurité et de justice pour les citoyens de l'Union européenne. C'est un projet ambitieux qui a été mené à bien grâce à la coopération et à la solidarité des États membres.

124



Vingt ans après 1992, relancer le marché unique européen

Par Jacques Delors, président fondateur de Notre Europe-Institut Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne | 06/11/2012, 11:34 | 1142 mots



Copyright Reuters

Le marché unique fête cette année ses vingt ans de fonctionnement. Pour Jacques Delors, à l'époque président de la Commission européenne et auteur du rapport sur l'Acte Unique de 1985, la vision d'alors « la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » n'a rien perdu de son acuité. Sans naïveté, mais aussi sans tabous, sachons en tirer le meilleur pour le relancer et surtout, évitons d'en faire un bouc-émissaire, explique-t-il.

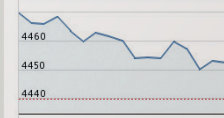
SUR LE

La réalisation effective du « marché unique » constituait au milieu des années 80 le seul projet d'ampleur suscitant une

LA TRIBUNE BOURSE

CAC 40 INTERNATIONAUX INDICATEURS

4 455,63 Pts +0,3565 %



Palmarès

Valeurs	Cours	Varia
Lafargeholcim	46,00	+1,10 %
Orange sa	13,53	+1,01 %
Essilor intl.	116,55	+1,00 %
Total	43,11	-0,76 %
Engie s.a	14,31	-0,31 %
Arcelormittal	5,24	-0,04 %

voir toutes les valeurs

LA TRIBUNE



Parachever l'Union économique et monétaire

Inspirés de la pensée de Jacques Delors et de Tommaso Padoa-Schioppa, deux des pères fondateurs de la monnaie unique, nos travaux insistent sur la nécessité de doter l'« UEM » d'un véritable pilier économique. Nous participons aussi activement aux débats sur l'avenir de la zone euro en formulant des analyses et orientations précises pour un renforcement de l'UEM à long terme. Nous sommes aussi très actifs dans les débats sur la gestion de la crise de la zone euro, en insistant sur l'importance de garder un équilibre entre solidarité et responsabilité et le rôle crucial que doit jouer l'UE dans le soutien à l'investissement et à la croissance.

▲ Peter Bofinger, Jean-Claude Trichet, Jean Boissonnat, Mario Draghi, André Sapir, Henrik Enderlein et Ian Begg lors de la conférence « Voir loin et large : hommage à Tommaso Padoa-Schioppa » organisée en partenariat avec Egmont, Bruxelles, 4 avril 2011.



PUBLICATIONS

REPAIR AND PREPARE : L'EURO ET LA CROISSANCE APRÈS LE BREXIT

Étude du groupe de travail sur l'UEM dirigé par Henrick Enderlein et Enrico Letta, préface de Jacques Delors, co-publication avec la Fondation Bertelsmann, 20 septembre 2016

L'INVESTISSEMENT EN EUROPE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU PLAN JUNCKER

Étude par Eulalia Rubio, Thomas Pellerin-Carlin et David Rinaldi, préface d'Enrico Letta, 1^{er} mars 2016

QUI GOUVERNE

DANS LA ZONE EURO :

« BRUXELLES » OU LES ÉTATS ?

Policy paper par Sofia Fernandes, 15 mai 2014

RENFORCER L'UEM :

COMMENT MAINTENIR ET DÉVELOPPER

LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN ?

Étude par Sofia Fernandes et Kristina Maslauskaitė, préface de Jacques Delors, 19 novembre 2013

UNE ASSURANCE CONTRE LES CHOCES CONJONCTURELS DANS LA ZONE EURO

Étude par Henrik Enderlein, Jann Spiess et Lucas Guttenberg, préface d'António Vitorino, 27 septembre 2013

REPENSER L'UEM ET

« REPOSITIVER » LA GRANDE EUROPE

Tribune par Jacques Delors, 28 juin 2013

PARACHEVER L'EURO :

FEUILLE DE ROUTE VERS UNE UNION BUDGÉTAIRE EN EUROPE

Rapport par le groupe « Tommaso Padoa-Schioppa », composé de Henrik Enderlein, Helmut Schmidt, Peter Bofinger, Laurence Boone, Paul De Grauwe, Jean-Claude Piris, Jean Pisani-Ferry, Maria João Rodrigues, André Sapir et António Vitorino, préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, 26 juin 2012

DE LA CRISE À UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Tribune par Tommaso Padoa-Schioppa, 15 juin 2010

LA CRISE DE LA DETTE DANS LA ZONE EURO :

L'INTÉRÊT ET LES PASSIONS

Bref par Tommaso Padoa-Schioppa, 21 mai 2010

PACTE POUR LA COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Proposition de Jacques Delors, 6 août 1997



ÉVÉNEMENTS

APRÈS LE PSYCHODRAME GREC, QUELLES AMÉLIORATIONS POUR L'UEM ?

Conférence organisée en partenariat avec la Macif en présence de Pierre Moscovici, Paris, 24 septembre 2015

LA MISE EN ŒUVRE DES « MEMORANDUMS OF UNDERSTANDING » DANS LA ZONE EURO

Séminaire organisé en partenariat
avec le Comité économique et social
européen, Bruxelles, 10 avril 2014

QUELLES VOIES D'AVENIR POUR STIMULER LA CROISSANCE EN EUROPE ?

Conférence organisée en partenariat avec le
ministère des Affaires étrangères polonaises
et Demos Europa, Paris, 1^{er} décembre 2011

VOIR LOIN ET LARGE : HOMMAGE À TOMMASO PADOA-SCHIOPPA

Conférence organisée en partenariat
avec Egmont, Bruxelles, 4 avril 2011

DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE DANS L'UE : Y A-T-IL CONVERGENCE ENTRE LE PACTE DE STABILITÉ ET LA STRATÉGIE DE LISBONNE ?

Séminaire, Paris, 8 mars 2003

LA CONVERGENCE ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI EN EUROPE : QUELLE PROMESSE POUR L'UEM ?

Colloque organisé en partenariat
avec *La Libre Belgique* et *De Morgen*,
Bruxelles, 29 mai 1997



L'UE ET LA GRÈCE : CHANGER DE MONTURES ET POURSUIVRE L'ODYSSÉE

Article par Jacques Delors, Pascal Lamy
et António Vitorino dans *In-Cyprus* (Chypre),
EurActiv.pl (Pologne), *EurActiv.sk* (Slovaquie),
EurActiv.cz (République tchèque),
EurActiv.com.tr (Turquie), *EurActiv.com*,
Financial Times (États-Unis), *Financial Times*
(Royaume-Uni), *Handelsblatt*
(Allemagne), *NRC*, 7 juillet 2015

LA GRÈCE VA-T-ELLE SORTIR DE L'EURO ?

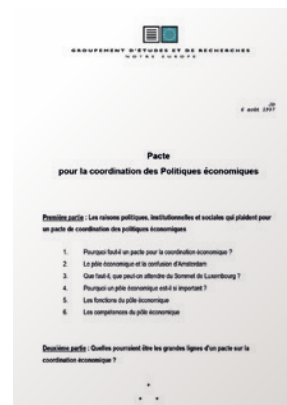
Interview de Jörg Haas dans
le journal *d'Arte*, 16 juin 2015

LA ZONE EURO A BESOIN D'UN FOND DE RENFLOUJAGE

Article par Henrik Enderlein,
Tommaso Padoa-Schioppa,
André Sapir et Peter Bofinger,
Financial Times, 28 septembre 2010

IL NE FAUT PAS ABANDONNER LA GRÈCE

Article par Tommaso Padoa-Schioppa
dans *Handelsblatt*, 22 février 2010



mercredi 16 mai 2012 LE FIGARO

16 débats & opinions

LES BLOGS
LE FIGARO

Georges Malbrunot
L'ORIENT
INDISCRET

Jacques Delors et
Antonio Vitorino*

L'ancien président
de la Commission
européenne
et le président
du think-tank
Notre Europe lancent
plusieurs pistes
afin d'adapter
le nouveau traité aux
exigences actuelles,
tant économique,
que politique.

Stabilité et croissance: parfaire le nouveau pacte européen

Les élections grecques et françaises et les sombres perspectives de croissance européenne relancent le débat sur l'équilibre établi entre l'exercice d'une solidarité européenne face à la grave crise en cours et le sérieux et la responsabilité de réformes attendues de la part des États en difficulté. Il importe de l'aborder en identifiant les éléments clés dont l'Europe a besoin pour forger un compromis global salvateur pour la cohésion économique, sociale mais aussi politique de la zone euro et de l'Union européenne dans son ensemble.

Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) est une étape importante dans la dialectique solidarité européenne-responsabilités nationales enclenchée depuis plus de trois ans. Il est la contrepartie de l'aide apportée par les États membres, l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) aux

pays en difficulté, en s'efforçant de mieux garantir le respect des disciplines budgétaires liées à l'appartenance à la zone euro. Ce n'est pas mettre en cause ce traité qui de constater qu'il doit être complété par un engagement européen tout aussi net en faveur de mesures soutenant une croissance durable, engagement qui pourra prendre la forme d'un protocole additionnel.

S'appuyant sur les articles 1 et 9 du TSCG, ce protocole pour la croissance a vocation à inclure plusieurs orientations complémentaires : meilleure utilisation du budget communautaire en appui de la croissance des pays membres ; doublement des capacités de prêt de la Banque européenne d'investissement, par exemple au bénéfice des PME et de l'innovation ; émission de « projets bonds » dédiés au financement de projets et d'infrastructures paneuropéennes, principalement dans le domaine de l'énergie et de l'environnement ; appui différencié du marché intérieur, en priorité dans le domaine des services ; taxe sur les transactions financières visant à corriger les excès du système financier et constituant une nouvelle ressource propre pour le budget de l'UE.

L'ajout d'un tel protocole additionnel serait de nature à formaliser le nouveau pacte de stabilité et de croissance, plus équilibré et mieux adapté aux exigences de l'heure, sur le plan économique et social comme d'un point de vue politique. Il favoriserait sans nul doute le ralliement des pays européens aux efforts nationaux de rigueur et de réformes structurelles prévues par le TSCG. La ratification du TSCG traduira la détermination à engager les réformes

structurelles dont chaque pays a besoin pour surmonter la crise et promouvoir son niveau de vie au sein d'une économie globalisée. Elle est en grande partie symbolique, dès lors que l'essentiel des disciplines que ce traité formalise a déjà été accepté via le « six-pack » adopté par le Parlement européen reformant l'ancien pacte de stabilité et de croissance. Mais c'est précisément parce qu'elle a valeur de symbole, notamment aux yeux du monde et des pays, dont l'Allemagne, appelés à supporter l'effort commun.

« On ne saurait confondre » protocole et « manne providentielle », et se dispenser de réformes structurelles qu'il convient d'adapter et aux situations des économies et so

L'UE peut comme par le passé démontrer sa valeur ajoutée au service d'une croissance durable, c'est aussi au niveau national et régional que doivent être relevés les défis essentiels au renforcement du dynamisme économique, de la compétitivité et de la cohésion sociale des pays européens. On ne saurait confondre « protocole additionnel » et « manne providentielle », et se dispenser de réformes structurelles qu'il convient d'adapter aux traditions et situations des économies et sociétés de l'UE. Tout comme on ne saurait occulter la nécessité de s'attaquer plus résolument aux fragilités des systèmes bancaires, ce qui suppose à la fois la poursuite des mouvements de recapitalisation et de consolidation en cours et le renforcement des mécanismes de régulation. Cet équilibre entre rigueur et relance a été réclamé par douze chefs de gouverne-

ment
aux
mes
l
port
cro
bres
europ
l'imp
des r
ryth
cohé
crois
qu'il

entre
et m
c'est
cont
est ap
exige
satisf
renor
grec
Il e
défini
qu'il
de l'e
prés
dott
rêts d
rée, d
fait la
« Trib
du co
http:





Renforcer l'Europe sociale

La construction d'une Europe plus sociale fait partie des priorités de travail de l'Institut Jacques Delors depuis sa création en 1996. Ses travaux portent sur les incidences sociales du marché unique, avec une attention particulière accordée au débat sur le dumping/tourisme social au sein de l'UE ; les actions de l'UE en matière d'emploi et en particulier l'emploi des jeunes ; la manière dont les politiques et initiatives européennes affectent les États-providence nationaux, tout particulièrement depuis la crise de la zone euro. L'Institut Jacques Delors accorde également une attention particulière au rôle des partenaires sociaux dans l'évolution de la construction européenne.



PUBLICATIONS

L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES POUR LES CITOYENS MOBILES DE L'UE : « TOURISME » OU FANTASME ?

Policy paper par Sofia Fernandes, 30 juin 2016

UN NOUVEL ÉLAN POUR L'EUROPE SOCIALE

Étude par David Rinaldi, préface de Jacques Delors, 4 février 2016

INÉGALITÉS SOCIALES EN EUROPE, LE DÉFI DE LA CONVERGENCE ET DE LA COHÉSION

Policy paper par David Rinaldi et Frank Vandenbroucke, 2 décembre 2015

▲ Pascal Lamy, Marianne Thyssen et Nicolas Schmit lors du séminaire « Un nouveau départ pour l'Europe sociale ? », organisé en partenariat avec le Gouvernement du Luxembourg, Luxembourg, 19 juin 2015.

ERASMUS PRO :

POUR UN MILLION DE « JEUNES APPRENTIS EUROPÉENS » D'ICI 2020

Tribune par Jacques Delors, Henrik Enderlein, Pascal Lamy, Enrico Letta, François Villeroy de Galhau, António Vitorino, Jean-Michel Baer et Sofia Fernandes, 12 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN : 30 ANS D'EXPÉRIENCE ET DE PROGRÈS, QUEL AVENIR ?

Policy paper par Jean Lapeyre, 28 janvier 2015

TRAVAILLEURS DÉTACHÉS DANS L'UE : ÉTAT DES LIEUX ET ÉVOLUTION RÉGLEMENTAIRE

Policy paper par Kristina Maslauskaitė, 24 mars 2014

RENFORCER L'UEM : COMMENT MAINTENIR ET DÉVELOPPER LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN ?

Étude par Sofia Fernandes et Kristina Maslauskaitė, préface de Jacques Delors, 19 novembre 2013

CONCURRENCE SOCIALE DANS L'UE : MYTHES ET RÉALITÉS

Étude par Kristina Maslauskaitė, préface d'António Vitorino, 5 juin 2013

LES EXPÉRIMENTATIONS SOCIALES EN EUROPE : VERS UNE PALETTE PLUS COMPLÈTE ET EFFICACE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DE L'INNOVATION SOCIALE

Étude par Marjorie Jouen, 20 novembre 2008

L'EUROPE SOCIALE À L'ÉPREUVE DE L'ÉLARGISSEMENT

Policy paper par Marjorie Jouen et Catherine Palpant, 20 juin 2005

L'EUROPE SOCIALE, HISTORIQUE ET ÉTAT DES LIEUX

Étude par Jean-Louis Arnaud, juillet 1997



ÉVÉNEMENTS

UN NOUVEAU DÉPART POUR L'EUROPE SOCIALE ?

Séminaire organisé avec le Gouvernement du Luxembourg, Luxembourg, 19 juin 2015

QUELLE EUROPE SOCIALE APRÈS LA CRISE ?

Séminaire organisé en partenariat avec
la Fondation Calouste Gulbenkian,
Bruxelles, 3 décembre 2013

VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL EN EUROPE – FRANCE- ALLEMAGNE, MODÈLES SOCIAUX ET MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Séminaire organisé en partenariat
avec la Chancellerie fédérale
allemande, Berlin, 11-12 avril 2001

LES PACTES NATIONAUX POUR L'EMPLOI : BILAN ET PERSPECTIVES

Séminaire organisé en partenariat
avec l'Institut syndical européen,
Bruxelles, juin 1998

L'EUROPE EN QUÊTE DE POLITIQUE SOCIALE

Séminaire organisé en partenariat
avec l'Institut d'études
européennes et internationales,
Luxembourg, septembre 1997



LA DIMENSION SOCIALE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Article d'Enrico Letta dans *SiR*,
2 août 2016

UN « ERASMUS PRO »

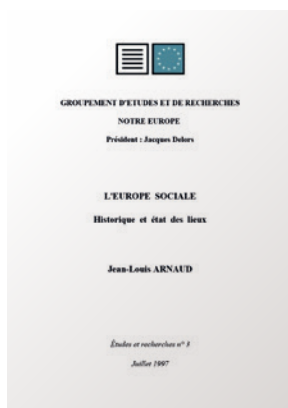
Tribune de notre groupe de travail
sur l'emploi des jeunes, composé
de Jacques Delors, Henrik Enderlein,
Pascal Lamy, Enrico Letta,
François Villeroy de Galhau, António Vitorino,
Jean-Michel Baer et Sofia Fernandes,
dans *The Guardian*, 13 mai 2015

POUR UNE DIMENSION SOCIALE DE L'UEM

Article de Jacques Delors
et Sofia Fernandes dans le
Huffington Post, 6 novembre 2013

LE CHÔMAGE DES JEUNES EN EUROPE

Article de Sofia Fernandes sur le site
Dossier Europa, 31 janvier 2013



Isabel Mota,
László Andor et
Yves Bertoncini lors
du séminaire « Quelle
Europe sociale après
la crise ? », organisé
en partenariat avec
la Fondation Calouste
Gulbenkian, Bruxelles,
3 décembre 2013.





Adapter le budget européen

L' Institut Jacques Delors participe activement aux débats sur la réforme et le fonctionnement du budget de l'Union européenne. Nous plaillons pour un budget européen plus efficace et flexible, financé majoritairement par des ressources propres et non pas des contributions nationales, fondé sur le principe de solidarité et capable de faire face à de nouveaux défis communs tels que la crise des réfugiés, le terrorisme, la croissance faible et le chômage des jeunes.



PUBLICATIONS

FÉDÉRALISER LA ZONE EURO : VERS UN VÉRITABLE BUDGET EUROPÉEN ?

Policy paper par Eulalia Rubio,
co-publication avec
l'Istituto Affari Internazionali (IAI),
14 janvier 2016

LES AJUSTEMENTS AU BUDGET EUROPÉEN

Entretien vidéo avec Eulalia Rubio,
6 novembre 2014

LA « VALEUR AJOUTÉE » DANS LES DÉBATS BUDGÉTAIRES : UN CONCEPT, QUATRE SENS

Bref par Eulalia Rubio,
28 juin 2011

EUROPE FOR GROWTH: TOWARDS A RADICAL CHANGE IN FINANCING THE EU

Contribution à un rapport sur la réforme du
système de ressources propres présenté par
trois eurodéputés - Jutta Haug,
Alain Lamassoure et Guy Verhofstadt
- au Parlement européen de
Strasbourg, 6 avril 2011

UNE NOUVELLE RESSOURCE POUR L'UE

Déclaration de Jacques Delors,
Tommaso Padoa-Schioppa et les membres du
Comité européen d'orientation,
24 novembre 2010

LE RÉEXAMEN DU BUDGET DE L'UE : POSER LES QUESTIONS DÉRANGEANTES

Policy paper par Eulalia Rubio,
7 mars 2008

« Repenser les
finances de l'UE en temps
de crise », organisé
en partenariat avec la
Compagnia di San Paolo,
le Centro studi sul
federalismo, le European
Policy Center et l'Istituto
Affari Internazionali, Turin
7-8 juillet 2011.

FINANCER L'UNION EUROPÉENNE AVEC UNE VÉRITABLE RESSOURCE PROPRE : LE POINT SUR L'IMPÔT EUROPÉEN

Étude par Jacques Le Cacheux,
2 mai 2007

BUDGET EUROPÉEN : LE POISON DU JUSTE RETOUR

Étude par Jacques Le Cacheux,
30 novembre 2005



ÉVÉNEMENTS

LA VALEUR AJOUTÉE DU BUDGET EUROPÉEN

Intervention d'Eulalia Rubio à un
séminaire interne organisé par
la DG Budget, 18 mars 2016

LE PROBLÈME DU RETARD DES PAIEMENTS DANS LE BUDGET ANNUEL DE L'UE

Intervention d'Eulalia Rubio lors d'un
séminaire organisé par le Service de
recherche du Parlement européen (EPRS),
4 décembre 2015

BUDGET EUROPÉEN : PEUT-ON FAIRE MIEUX ?

Intervention d'Eulalia Rubio
lors d'un séminaire organisé par
l'Institut universitaire européen
de Florence, 1-2 octobre 2015

THE EU BUDGET: A DRIVING FORCE FOR CHANGING EUROPE?

Séminaire organisé en partenariat avec
l'Istituto Affari Internazionali, le Centro
Studi sul Federalismo et l'Institut für
Europäische Politik, Rome, 30 octobre 2012

REPENSER LES FINANCES DE L'UE EN TEMPS DE CRISE

Séminaire organisé en partenariat avec
la Compagnia di San Paolo, le Centro
studi sul federalismo, le European
Policy Center et l'Istituto Affari
Internazionali, Turin, 7-8 juillet 2011

THE CASE FOR A EUROPEAN TAX: BENEFITS, PRACTICAL ASPECTS AND OPTIONS FOR ENDOWING THE EU WITH A VERITABLE OWN RESOURCE

Intervention d'Eulalia Rubio dans un
symposium organisé par l'HEC Europe
Institute, Chantilly, 1-2 février 2008

LE BUDGET EUROPÉEN : POUR QUOI FAIRE ?

Conférence organisée en partenariat avec le
Comité des Régions, Bruxelles, 19 avril 2007



**LE BUDGET EUROPÉEN
ET LES CRISES MIGRATOIRES**
Eulalia Rubio sur *Radio Luxembourg*,
16 février 2016

**BUDGET EUROPÉEN :
COMPRENDRE LES ENJEUX DES CRISES
INSTITUTIONNELLES SUCCESSIVES**
Entretien d'Eulalia Rubio dans
Le Taurillon, 22 novembre 2014

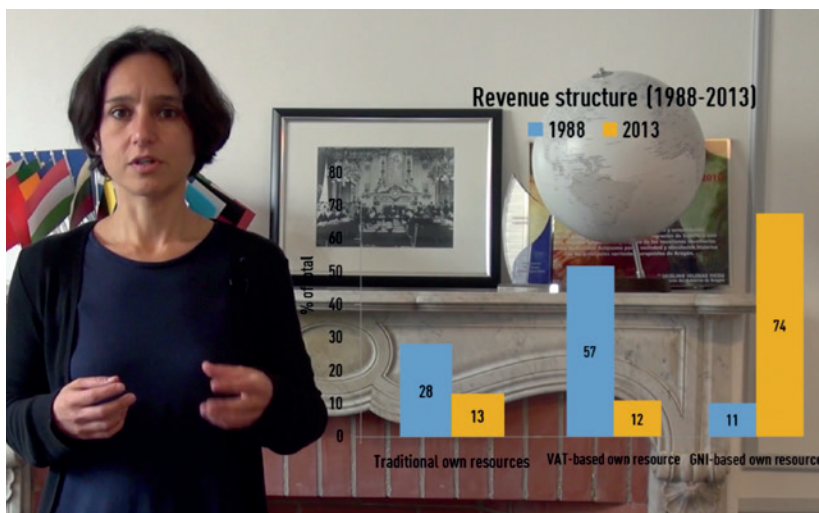
**BUDGET DE L'UE :
LES VOIES D'UN ACCORD**
Tribune par Jacques Delors
et António Vitorino dans *le Huffington Post*,
25 avril 2013

LE CONSEIL EUROPÉEN CONSACRÉ AUX NÉGOCIATIONS DU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Eulalia Rubio sur *Euradio Nantes*,
23 novembre 2012

L'ÉTAT DU BUDGET EUROPÉEN
Eulalia Rubio sur *Judaïque FM*,
26 novembre 2012

▼ Séminaire « *The EU budget: a driving force for changing Europe?* », organisé en partenariat avec l'Istituto Affari Internazionali, le Centro Studi sul Federalismo et l'Institut für Europäische Politik, Rome, 30 octobre 2012.





Interview de Jacques Delors dans la revue Panorama Inforegio n° 43, avril 2012.

Promouvoir la cohésion et la politique régionale

Dans le prolongement de l'impulsion décisive donnée par Jacques Delors pour instituer la politique européenne de cohésion, l'Institut Jacques Delors poursuit l'analyse des nouveaux défis rencontrés par l'UE sur ce registre. Il contribue à la formulation de nouvelles propositions pour l'avenir de cette politique et de son financement, avec l'objectif de maintenir la cohésion entre les régions et les groupes sociaux et en soulignant l'intérêt de cet outil de solidarité et d'intégration répondant par le développement territorial, au plus près, aux besoins des citoyens européens.



QUELLES PRIORITÉS POUR LA POLITIQUE DE COHÉSION POST-2020 ?
Tribune par Marjorie Jouen, 19 mai 2016

LA CONDITIONNANTÉ MACRO-ÉCONOMIQUE, L'HISTOIRE D'UNE TRIPLE PEINE POUR LES RÉGIONS
Policy paper par Marjorie Jouen, 30 mars 2015

LA POLITIQUE DE COHÉSION FACE À LA CRISE : QUELS EFFETS POUR LES RÉGIONS DE L'UE ?
Policy paper par Patrick Faucheur, 15 janvier 2015

MARCHÉ UNIQUE ET POLITIQUE DE COHÉSION : UN TANDEM MALMENÉ PAR LA CRISE ET LA GLOBALISATION

Policy paper par Marjorie Jouen, 28 avril 2014

LE « PACTE DE COHÉSION » À L'ÉPREUVE DE LA CRISE
Policy paper par Marjorie Jouen, 9 février 2012

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION : BONNES PRATIQUES ET OPTIONS POLITIQUES FUTURES
Rapport pour la Commission européenne coordonné par Marjorie Jouen et Nadège Chambon, 12 décembre 2011

MER BALTIQUE, DANUBE ET STRATÉGIES MACRO-RÉGIONALES : UN MODÈLE DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE DANS L'UE ?

Étude par Stefanie Dühr, préface de Marjorie Jouen, 26 septembre 2011

LA COHÉSION TERRITORIALE, DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE
Policy paper par Marjorie Jouen, 12 juin 2008

L'ADAPTATION DE LA POLITIQUE DE COHÉSION À L'EUROPE ÉLARGIE ET AUX OBJECTIFS DE LISBONNE ET DE GÖTEBORG

Étude pour le Parlement européen coordonnée par Marjorie Jouen, 31 janvier 2005



LES VILLES, ACTEURS MAJEURS DE L'EUROPE DANS LA MONDIALISATION
Intervention de Marjorie Jouen dans le cadre des Géopolitiques de Nantes, 2 octobre 2015

LES IMPLICATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉLARGISSEMENT ET DES RÉFORMES DES POLITIQUES DE L'UE
Séminaire organisé en partenariat avec le European Policy Center, synthèse par Lluis Navarro et Marjorie Jouen, Bruxelles, 18 avril 2002

L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE, VERS UN GRAND ESPACE DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION
Colloque organisé en partenariat avec la Fondation Lucchini, synthèse par Jean-Louis Arnaud et Malgorzata Zaborowska, Varsovie, 21-22 février 2002

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES FONDS STRUCTURELS ET LA POLITIQUE DE COHÉSION ?

Séminaire franco-allemand organisé en partenariat avec la SWP et le Ministère français des affaires étrangères, synthèse par Jean-Louis Arnaud et Ute Guder, Paris, 31 janvier – 1^{er} février 2002

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET TRANSNATIONALE, LA NOUVELLE EUROPE

S'INVENTE-T-ELLE SUR SES MARGES ?

Étude par Marjorie Jouen, James W. Scott, Daniel Poulenard, Peter Jurczek et Bernhard Köppen, Ferenc Miszlitz et Ferruccio Dardanello, et séminaire organisé avec Unioncamere, Bruxelles, 13 novembre 2001

COMMENT RENFORCER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EUROPÉENNE APRÈS 2006 ?

Séminaire organisé en partenariat avec le European Policy Center et la Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 23 mai 2001

LE RÔLE ET LA PLACE DES RÉGIONS DANS UNE EUROPE RÉNOVÉE

Intervention de Jacques Delors au symposium annuel de l'Erasmus Prize Foundation, 's-Hertogenbosch, 4 novembre 2000

LE MOTEUR FRANCO-ALLEMAND À L'ÉPREUVE DE L'AGENDA 2000

Séminaire organisé en partenariat avec la Fondation Bertelsmann, Berlin, 3-4 février 1999

QUINZE PAYS DANS UN BATEAU : LA COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, PIERRE ANGULAIRE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Séminaire organisé en partenariat avec la Fundación Banco Bilbao Vizcaya, Madrid, 27-28 novembre 1998



LES 13 NOUVELLES RÉGIONS, DES LÄNDER À LA FRANÇAISE ?

Marjorie Jouen sur RFI, 4 janvier 2016

LA LOGIQUE DÉCENTRALISÉE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION EN DANGER

Entretien de Marjorie Jouen dans *Le Courrier des Maires*, 1^{er} juin 2015



NOTRE EUROPE INSTITUT JACQUES DELORS

PARIS INSTITUT JACQUES DELORS BERLIN JACQUES DELORS INSTITUT

Liège Bruxelles Helsinki

Non connaître Publications Événements Médias

Nos thèmes de travail

Union européenne et Chinois

Fédération d'États nationaux

Institutions européennes

Démocratie européenne

Dialogues citoyens

Liberté, sécurité, justice

Compétitions, Coopération, Solidarité

Marché unique

Euro et gouvernance économique

Budget européen

Solidarité et Europe sociale

Cohésion et politique régionale

Agriculture et développement rural

Union de l'énergie

Actions extérieures

Médias

Marjorie Jouen débat sur RFI sur le thème : Les 13 nouvelles régions, des Länder à la française ?

le 04 Janvier 2016 à 17:43 Émission par Marjorie Jouen

rfi

Marjorie Jouen, conseillère à l'Institut Jacques Delors, débat sur RFI sur le thème : Les 13 nouvelles régions, des Länder à la française, le 4 janvier 2016 de 16h40 à 16h50.

Partager Partager Partager Plus

Actualités à l'Institut Jacques Delors

Soutenez l'Institut Jacques Delors ! Cliquez ici

S'inscrire à la newsletter

Indiquez votre adresse email

Consulter les newsletters

Communiqués de presse

Enrico Letta nommé Président de l'Institut Jacques Delors

5/07/2016 par Lucio

De la Communauté européenne de l'énergie à l'Union de l'énergie

20/01/2015 par sbaz

Un nouveau rapport européen appelle à protéger la diversité climatique

20/11/2014 par sbaz

Le Prix de l'Initiative européenne 2014 décerné à Y. Bertoulat et T. Chopin

27/06/2014 par lmarais

INTERVIEW

Marjorie Jouen, conseillère externe à l'Institut Jacques Delors

«La logique décentralisée de la politique de cohésion en danger»

Comment est apparue la notion de conditionnalité macro-économique ?

La préparation de la programmation 2014-2020 a eu lieu en pleine crise économique et monétaire, qui entraîne la création de la troika (Commission, PCE et FMI) lorsque quelques pays appellent au secours. Elle met en place la conditionnalité, un dispositif habituel du FMI : on aide un pays s'il réalise des réformes structurelles. De là, l'idée que l'Union européenne fasse de même pour améliorer l'utilisation des fonds structurels : qu'ils ne soient versés que si

alors que la Commission verse les fonds européens à des régions qui ne sont en rien responsables des déficits excessifs des États. On pénaliserait les régions en les empêchant de cofinancer des projets. Mais, les États membres y tenant, le texte est maintenu. Et au printemps 2014, la Commission a adopté une communication expliquant qu'en cas de difficultés, elle aidera en intervenant sur une reprogrammation.

Ce que vous voyez comme dangereux... Oui, la Commission interviendra



Soutenir l'agriculture et le développement rural

La Politique agricole commune (PAC) et son budget font partie du « contrat de mariage » des Européens selon les mots de Jacques Delors. Nos travaux visent à adapter les termes de ce contrat aux exigences contemporaines : appliquer à la PAC des principes généraux de bonne gestion (transparence, simplicité, etc.), améliorer la cohérence entre la PAC et les autres politiques communautaires (environnement, concurrence, coopération avec les pays en développement), adapter la PAC aux défis du monde agricole et rural (commerce international, énergie-climat, etc.). Ces travaux nous ont notamment permis d'orienter les soutiens à l'agriculture de l'UE vers la rémunération des « biens publics ruraux ».

▲ *Gustova Suárez Perterra et Elena Espinosa Mangana lors du séminaire « Comment réformer la PAC pour améliorer la contribution de l'agriculture à la Stratégie Europe 2020 ? », organisé en partenariat avec Elcano pour la présidence espagnole du Conseil de l'UE, Madrid, 23 juin 2010.*



PUBLICATIONS

LA DIRECTIVE NITRATES, INCOMPATIBLE AVEC L'ÉLEVAGE ? LE CAS DE LA FRANCE ET DES PAYS D'EUROPE DU NORD

Policy paper par Philippe Le Goffe, 30 mai 2013

LE PROJET D'UNE PAC POUR L'APRÈS 2013 ANNONCE-T-IL UNE « GRANDE » RÉFORME ?

Policy paper par Louis-Pascal Mahé, 23 mars 2012

SUBSIDIARITÉ CONTRE SOLIDARITÉ ? L'EXEMPLE DU PROGRAMME D'AIDE ALIMENTAIRE AUX PLUS DÉMUNIS

Bref par Nadège Chambon, 18 octobre 2011

LA CONTRIBUTION DE LA PAC AU BIEN-ÊTRE COLLECTIF : UNE ÉVALUATION COMPLEXE

Contribution préparatoire par Alexandre Gohin, 22 septembre 2010

LES CLÉS D'UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Note par Marjorie Jouen, 18 juin 2009

LA RÉFORME DE LA PAC AU-DELÀ DE 2013 – UNE VISION À PLUS LONG TERME

Étude par Jean-Christophe Bureau et Louis-Pascal Mahé, 27 mai 2008

LE VIN ET L'EUROPE : MÉTAMORPHOSES D'UNE TERRE D'ÉLECTION

Étude par Aziliz Gouez et Boris Petric, 4 avril 2007

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN EUROPE :

SITUATION ET PERSPECTIVES

Policy paper par Sylvie Bonny, 15 novembre 2006

L'AUTORITÉ ALIMENTAIRE EUROPÉENNE : ENJEUX INSTITUTIONNELS DE LA RÉGULATION DES RISQUES

Étude par François Lafond, 31 octobre 2010



ÉVÉNEMENTS

COMMENT PRODUIRE PLUS AVEC MOINS ET MIEUX ÉCHANGER ?

Intervention de Pascal Lamy lors du Forum pour l'agriculture, Bruxelles, 1^{er} avril 2014

COMMENT RÉFORMER LA PAC POUR AMÉLIORER LA CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE À LA STRATÉGIE EUROPE 2020 ?

Séminaire organisé en partenariat avec Elcano pour la présidence espagnole du Conseil de l'UE, Madrid, 23 juin 2010

QUELLE POLITIQUE COMMUNE POUR L'AGRICULTURE ET LES ZONES RURALES APRÈS 2013 ?

Séminaire organisé en partenariat avec le SIEPS, Stockholm, 16 septembre 2009

COMMENT AFFRONTÉ À 27 LES NOUVEAUX DÉFIS DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Colloque organisé en partenariat avec le
CEPRES et l'UZEI, Prague, 29 octobre 2008

TASK FORCE PAC 2013

Séminaire présidé par Franz Fischler
et Henri Nallet, Comité des
Régions-CESE, Bruxelles, 2007



MÉDIAS

LA RURALITÉ DU 21^E SIÈCLE, CAP D'ESPÉRANCE POUR L'EUROPE

Article par Jacques Delors,
Mercedes Bresso, Gérard Peltre et
Anne-Claire Vial dans *Contexte*, juillet 2014

L'AGRICULTURE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Entretien de Nadège Chambon dans
le magazine *Cultivar*, février 2012

LE BUDGET AGRICOLE ET LA PAC FONT PARTIE DU CONTRAT DE MARIAGE DES EUROPÉENS

Jacques Delors invité de l'émission
Contre-Champs, animée par
Jean-Paul Hébrard de *TV Agri*,
29 septembre 2011

AIDE ALIMENTAIRE

Entretien de Nadège Chambon
dans *Direct Matin - Le Monde*,
25 septembre 2011

ÉTATS, SYNDICATS, ASSOCIATIONS, THINK TANKS : TOUS LES ACTEURS À LA MANŒUVRE

Article de Jean-Christophe Bureau
dans *Le Monde*, 1^{er} février 2010

PAC : SALE TEMPS POUR UNE RÉFORME

Article de Nadège Chambon dans
Turkish Daily News, 3 novembre 2008



► Jean Nestor lors de
la réunion du Comité
européen d'orientation,
Paris, 6-7 novembre 2009.

▼ Wladislaw Piskorz,
Michel Rostagnat,
Karl-Heinz Lambertz,
Dacian Ciolos,
Marjorie Jouen lors
du séminaire « L'UE
et ses territoires : un
héritage encombrant au
xx^e siècle ? », organisé
en partenariat avec Sol
et Civilisation, Bruxelles,
13 décembre 2013.





◀ Jacques Delors et Jerzy Buzek lors de la présentation au Parlement européen du Rapport intitulé « Vers une Communauté européenne de l'énergie », Bruxelles, 5 mai 2010.

Créer une véritable « Union de l'énergie »

L'Institut Jacques Delors poursuit son action pour le développement d'une ambitieuse Union européenne de l'énergie fondée sur la proposition de « Communauté européenne de l'énergie » formulée par Jacques Delors, Jerzy Buzek et Tommaso Padoa-Schioppa. Ce projet vise à réussir la transition énergétique, renforcer notre économie et notre sécurité et préserver notre environnement. Pour cela, l'Union européenne doit enclencher un changement radical dans la façon que nous avons de produire et consommer l'énergie. Il convient de voir dans cette transition une opportunité en terme industriel et d'emploi, mais aussi le moyen de démontrer que l'Union demeure utile pour ses États et ses citoyens.



NÉGOCIATIONS CLIMAT 2015 : ACCÉLÉRER OU FREINER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

Policy paper par Thomas Pellerin-Carlin
et Jean-Arnold Vinois, 24 septembre 2015

DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE À L'UNION DE L'ÉNERGIE

Rapport par Sami Andoura et
Jean-Arnold Vinois, préface de
Jacques Delors, janvier 2015

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ALLEMANDE DANS LE CONTEXTE EUROPÉEN

Policy paper par Philipp Offenberger,
29 août 2014

LA SOLIDARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE : DE L'INDÉPENDANCE À L'INTERDÉPENDANCE

Rapport par Sami Andoura, préface
de Jacques Delors, juillet 2013

SAUVER LE MARCHÉ DU CARBONE DE L'INSIGNIFIANCE

Policy paper par Stephen Tindale,
6 mars 2013

RELEVONS ENSEMBLE LES DÉFIS ÉNERGÉTIQUES GRÂCE À UNE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Tribune par Jacques Delors et
Staffan Nilsson, 27 mars 2012

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES TRANSEUROPEENNES

Policy paper par Christian von Hirschhausen,
7 novembre 2011

VERS UNE NOUVELLE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Tribune par Jacques Delors, Jerzy Buzek
et Tommaso Padoa-Schioppa, 6 mai 2010

UNE UNION SANS CESSER MOINS CARBONÉE ?

Rapport par Eloi Laurent et
Jacques Le Cacheux, 30 septembre 2009

POWER TO THE PEOPLE

Rapport par Stephen Boucher et
Sara Tjossem, 29 juin 2007



ÉVÉNEMENTS

L'AN UN DE L'UNION DE L'ÉNERGIE

Conférence avec la participation
de Maroš Šefčovič et Jerzy Buzek,
Bruxelles, 25 février 2016

MARCHÉS EUROPÉENS DE L'ÉNERGIE EN DÉBAT

Intervention de Sami Andoura dans le cadre
de la cérémonie de remise des REN Energy
AWARDS, Lisbonne, 1^{er} octobre 2014

TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES ET DIALOGUES CITOYENS : PERSPECTIVES NATIONALES ET EUROPÉENNES

Conférence organisée en partenariat
avec le CESE, Paris, 14 mai 2013

FAÇONNER LE FUTUR : LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EN INDE

Intervention de Sami Andoura lors de la
conférence organisée par l'Asia Centre
et la Observer Research Foundation,
New Delhi, 12 octobre 2012

UNE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE : AUSSI VITAL QUE LE TRAITÉ DE ROME OU L'ACTE UNIQUE

Intervention de Jacques Delors à l'IEP de
Bordeaux, Bordeaux, 29 novembre 2007



► Harlem Désir, Pascal Lamy, Gerassimos Thomas et Sami Andoura lors de la présentation du rapport « De la Communauté européenne de l'énergie à l'Union de l'énergie », Paris, 20 mai 2015.



NORDSTREAM 2 : UN TEST POUR LA DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE

Article de Jean-Arnold Vinois et Thomas Pellerin-Carlin dans *Natural Gas Europe*, 16 décembre 2015

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE, C'EST MAINTENANT !

Article de Jacques Delors, Jerzy Buzek, António Vitorino et Sami Andoura dans *Le Monde*, 22 mai 2013

LA FRANCE, PIONNIÈRE D'UNE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Article de Jacques Delors, Sami Andoura et Michel Derdevet dans *Le Figaro*, 24 janvier 2013

TOUS FRÈRES DANS UNE EUROPE VERTE !

Article de Sami Andoura dans *La Stampa*, 30 juin 2010

MOVING TOWARDS A REAL EUROPEAN ENERGY COMMUNITY

Article de Jacques Delors, Leigh Hancher, Marc Van der Woude et Sami Andoura dans *EU Energy Policy Blog*, 6 avril 2010

